Mouvement des Entreprises de France

Geoffroy Roux de Bézieux devant les journalistes de l'Ajis et l'Ajef : « Mettre fin au système dual de contrats de travail »

Publié le 14 novembre 2018

Le Medef travaille pour début 2019 à des propositions pour mettre fin au système dual de contrats de travail en France, avec d'un côté les CDI et de l'autre les CDD, a indiqué Geoffroy Roux de Bézieux lors d'une rencontre avec les journalistes de l'Ajis et de l'Ajef. Ces propositions devraient être formulées au « début de l'année prochaine » .

Evoquant la surtaxation des contrats courts Geoffroy Roux de Bézieux juge que faute de « *contrat de travail avec un système de continuum* » permettant de « *passer de CDD de quelques jours à des CDD qui englobent une période plus longue mais qui permettent d'alterner des périodes de travail et des périodes sans travail et au final le CDI (...) on n'arrivera pas à résoudre ce problème* ». « *Il pourrait par exemple y avoir 20 jours par mois qui sont flottants et en fonction de l'activité, ces 20 jours sont par tranche de trois jours, par tranche de cinq jours, par tranche de deux jours. Je ne peux pas me résoudre à cette dualité du contrat de travail qui est un phénomène unique en France* », a souligné le président du Medef, notant que « *dans les pays où le taux de chômage est bas* », ce modèle « *n'existe pas* ».

Alors que les branches de la propreté et de la métallurgie ont signé un accord pour limiter les contrats courts, Geoffroy Roux de Bézieux « *espère qu'une dizaine d'autres branches auront conclu un accord avant le début de l'année 2019* ». Pour autant, il doute que la situation spécifique de chaque entreprise au regard des contrats de travail puisse être mieux prise en compte par une définition plus fine des branches. « *L'économie diverge : chaque entreprise a une forme de dynamique économique qui est différente* », a- t-il observé et pour lui, l'application d'un « *malus* » sur les contrats courts n'est pas de nature à transformer les CDD en CDI. Simplement, « *les employeurs de CDD vont moins embaucher* » parce que cela leur coûtera plus cher.

Autre sujet abordé par Geoffroy Roux de Bézieux : Pourquoi la France ne parvient-elle pas à transformer la croissance en emploi ? Pour le président du Medef, l'effet démographique est « *une des réponses* ». D'autre part, « *les personnes reviennent s'inscrire au chômage lorsque le marché est plus dynamique* ». Mais la principale explication est pour Geoffroy Roux de Bézieux, « *l'inadaptation des compétences aux emplois proposés, que nous partageons avec d'autres pays* ». « *On peut espérer que la réforme de la formation professionnelle contribue à rapprocher l'offre de la demande* », a-t-il ajouté. L'explication du chômage structurel est aussi à rechercher du côté de la faible mobilité géographique des Français qui « *se déplacent peu pour le travail (...) coincés par l'immobilier ou les coûts de déplacement ». Par ailleurs sans vouloir « stigmatiser le système éducatif français* », le président du Medef pense que « *nos méthodes pédagogiques sont peu adaptées au monde de l'entreprise, à la différence des pays anglo-saxons* » ce qui peut être un frein au retour à l'emploi. Enfin, a fait observer Geoffroy Roux de Bézieux, « *dans un pays où il est facile de licencier, il est plus facile d'embaucher. Notre marché du travail est historiquement rigide* ». La diminution du nombre de contentieux devant les prud'hommes « *depuis que les employeurs peuvent savoir ce que leur coûtera une séparation avec un salarié* » est « *peut-être le signe que les employeurs acceptent davantage de prendre le risque d'embaucher ?* »

Au cours de cette rencontre, Geoffroy Roux de Bézieux s'est également déclaré favorable à la taxation des Gafa. L'Europe doit mieux défendre ses « *producteurs* », a-t-il fait valoir. « *Le Medef soutient le projet de Bruno Le Maire* » partisan de taxer les entreprises du numérique qui réalisent plus de 750 millions de chiffre d'affaires. « *Taxer le chiffre d'affaires est le plus mauvais système, mais c'est le seul que l'on puisse mettre en place maintenant pour faire bouger l'OCDE* ».